Les marchés dans la situation la plus difficile depuis la Première Guerre mondiale

15/05/2010 à 22h55

Le président de la Banque centrale européenne, Jean-Claude Trichet, estime dans un entretien à paraître lundi 17 mai dans l'hebdomadaire Spiegel que les marchés se trouvent dans "*la situation la plus difficile depuis la deuxième guerre mondiale, voire depuis la première*."



"*Nous avons vécu et vivons des temps véritablement dramatiques*," poursuit-il, estimant qu'en fin de semaine passée, lors de la vague de panique sur les bourses européennes, "*les marchés ne fonctionnaient plus, c'était presque comme au moment de la faillite de Lehman Brothers en*

septembre 2008.”

Dans cette interview, Jean-Claude Trichet laisse entendre que c’est aux gouvernements européens, plus qu’aux marchés monétaires, qu’incombe la responsabilité du recul de l’euro, qui est tombé vendredi à un nouveau plus bas de 18 mois face au billet vert. Il estime que l’euro n’est pas en butte à des attaques spéculatives et considère que l’Europe doit envisager des changements profonds en vue de prévenir et de sanctionner les écarts de conduite des États en matière de politique économique.

“*Ce n’est pas une question d’attaque contre l’euro. Cela concerne le secteur public et donc la stabilité financière dans la zone euro*”, explique-t-il. “*Il est clair que les Européens ont pour principale responsabilité de prendre des mesures appropriées pour contrebalancer les tensions actuelles en Europe.*”

Le président de la BCE plaide également pour un contrôle renforcé des budgets nationaux. “*Nous devons faire un bond en avant dans la surveillance mutuelle des politiques européennes en Europe. Nous avons besoin de meilleurs mécanismes pour prévenir et sanctionner les écarts de conduite.*” “*Il nous faut une mise en oeuvre efficace du contrôle mutuel, nous avons besoin de sanctions efficaces pour les atteintes au Pacte de stabilité et de croissance. La BCE réclame ici de profonds changements*,” souligne-t-il.

> ***Jeudi, la Commission européenne avait proposé d’examiner en amont les budgets nationaux. “On ne peut pas avoir une union monétaire sans avoir une union économique”, a plaidé José Manuel Barroso, le président de la Commission. “Si les États ne veulent pas d’une union économique, ils doivent oublier l’union monétaire.”***

L’idée a d’ores et déjà été rejetée par certains pays comme la

Suède, et les parlementaires français sont loin, dans leur grande majorité, d’y souscrire.

Le Monde